

Un développement durable au service des montagnards

Jean BOURLIAUD, 2001

Vous avez pu constater que je remplaçais, au pied levé, Pierre Rémy qui est absent pour des raisons de famille. Moi, je n'appartiens pas à l'ANEM¹ donc je ne vais pas aborder de la même façon la question. Je suis chercheur à l'INRA² mais je suis impliqué avec lui dans une aventure qui est en train de se développer. Puisque nous parlons de territoire, je me présente, je suis originaire de la Creuse, donc un parisien puisque la Creuse est parisienne car depuis plus d'un siècle, au moins, l'émigration et la mobilité font partie de la vie de cet espace. J'enchaînerai immédiatement en disant qu'être d'un territoire de montagne c'est aussi être dans la mobilité et l'émigration !

Depuis l'année 2000, où s'est tenu le forum mondial de la montagne organisé à l'initiative de l'ANEM et de la ville de Chambéry, une Association des Populations des Montagnes du Monde a été créée, dont les activités vont se développer dans les prochaines années. L'année 2002 est l'année internationale de la montagne, et aussi l'année bilan du « développement durable » issu de la déclaration de Rio qui avait été un point fort des politiques internationales survenues dans les années 90. La montagne a été l'un des sujets de discussion de la conférence, mais les conditions de vie des populations ont été occultées. Pourtant les montagnards ont en eux la dimension très forte de cette relation au territoire et sont donc très sensibles à toutes les questions d'aménagement du territoire qui les concernent particulièrement. Alors, pourquoi ce terme « développement durable » dans le vocabulaire des montagnards et pourquoi doivent-ils s'y confronter et se l'approprier ?

Vers la création de l'Association des Populations des Montagnes du Monde

L'Association Nationale des Elus de la Montagne qui regroupe des élus de la montagne (quelque 4000 communes, collectivités territoriales, leurs députés et leurs conseillers départementaux et régionaux) a été créée au début des années 80. Le premier succès de cette association est d'avoir permis de faire reconnaître les spécificités de ces territoires, et donc d'identifier comme tels ses handicaps, ses conditions particulières par la loi cadre montagne dont le point de départ a été l'agriculture et la ruralité.

Elle touche évidemment tous les aspects du développement en zones de montagnes, en particulier tous ceux concernant les infrastructures, le développement urbain et touristique entre autre.

Aujourd'hui, les zones de montagnes, les élus et les populations ont donc une organisation spécifique qui a subi, dans les années 90, une évolution qui l'a confrontée à des procédures contraignantes. Ces procédures étaient issues d'instances supérieures à celles des niveaux de concertations habituels (notamment les politiques environnementales qui sont apparues de par le biais de la Commission Européenne).

Julien Coléou m'a présenté comme étant un « andin » mais j'ai toujours gardé un pied en France et en Europe en travaillant sur ce que l'on appelle, à juste titre, « agriculture environnementale ». J'ai travaillé sur la façon dont les mesures environnementales s'étaient introduites dans le champ des politiques agricoles et

¹ Association nationale des élus de montagne

² Institut national de recherche agronomique

combien ces questions-là étaient devenues centrales dans les débats concernant l'agriculture et dans la profession agricole. L'agriculture rejoint le rural, le rural rejoint le territoire et les mesures de protection qui se sont imposées aux acteurs sont apparues comme un véritable frein, voire une négation de l'agriculture et de son développement. Les élus de la montagne française se sont trouvés eux-aussi confrontés à ces nouvelles politiques et ont perçu qu'il ne s'agissait pas d'une spécificité française, ni européenne mais qu'elle était mondiale.

D'ailleurs, la conférence de Rio a été l'avènement des préoccupations environnementales, et le rapport Brundtland qui a préfiguré l'ensemble du concept de développement durable reste un fondement de nos politiques. A l'échelle française, ce concept reste relativement sous-exploité. C'est avant tout une notion compliquée qui a pris une importance très grande à l'échelle internationale.

Pour les pays montagnards du sud qui sont soumis aux règles des grandes organisations internationales que sont la banque mondiale, le FMI³, l'OMC⁴, ce concept est particulier.

Car on considère aujourd'hui un pays du sud comme un pays qui dispose de ressources en matières premières, de quelques industries et d'exploitations agricoles compétitives, et puis une masse de populations, de territoires qui vivent dans des conditions difficiles et avec d'énormes difficultés de compétition.

Le tournant dans l'ajustement structurel et libéral de notre monde a définitivement éliminé toutes possibilités de maintenir des politiques agricoles autonomes. Un des exemples est celui du glissement sémantique du terme « sécurité alimentaire » qui caractérisait la disponibilité alimentaire pour les besoins des populations à celui de la santé, de la salubrité des produits. Cette question de l'agriculture autonome affecte tous les territoires qui ne sont pas compétitifs à l'échelle mondiale, qui sont voués à la marginalisation de leur paysannerie et de leurs productions vivrières.

Poser ces questions, c'est comprendre pourquoi le développement durable s'est présenté comme une question incontournable.

Le plus grand défi auquel l'ANEM a été confronté est d'avoir voulu faire le pont avec les autres pays du monde autour d'un enjeu qui concerne l'ensemble des territoires de montagnes. Il fallait réunir l'ensemble des acteurs (chercheurs, ONG⁵, institutionnels, élus, entrepreneurs, ...) pour élaborer des problématiques communes malgré les différences qui peuvent exister entre les pays du sud et les pays comme les nôtres. Au-delà de nos dissemblances, notre problématique commune à l'échelle mondiale devait s'intégrer dans la problématique de la mondialisation et, pour ce faire, il fallait poser la voix de ces populations des montagnes. C'était l'objet de cette rencontre qui a eu lieu l'an dernier à Chambéry où le choix était fait très volontairement, de réunir non pas des gens qui pouvaient parler au nom d'une compétence, mais réunir les acteurs directs de la vie sociale des régions montagnardes.

³ Fond monétaire international

⁴ Organisation mondiale du commerce

⁵ Organisation non gouvernementale

L'objectif était de poser les problèmes de la montagne en termes différents de la conférence de Rio : **la place des hommes sur les espaces montagnards.**

Les populations de montagnes ne sont pas simplement des populations qui posent des problèmes d'un point de vue environnemental. Mais, c'est pourtant cette conception de la montagne qui s'est imposée à l'échelle internationale !

Le paradoxe est dangereux puisque la déclaration de Rio a effectivement reconnu ce milieu spécifique sur lequel il fallait des actions de développement intégré et de protection, sans parler de la population qui y vit ! La montagne a été retenue comme un chapitre spécifique (Chap.13) qui s'intitule « gestion des écosystèmes fragiles, mise en valeur durable des montagnes » avec pour définition : « les montagnes sont un important réservoir d'eau, d'énergie et de diversité biologique ». C'est l'entrée « écosystème des montagnes fragiles » qui a été privilégié au détriment de celle qui est remontée dans le forum de Chambéry, de celle de populations de montagnes qui n'ont pas que des problèmes environnementaux parce qu'elles vivent avec des projets de vie et depuis de très longues dates. Je n'étais pas convaincu de la force de ce raisonnement-là et c'est au cours de la préparation, en me confrontant à des acteurs du système international, que j'ai pu vérifier à quel point cette prégnance était absolument totale : « **parler montagne à l'échelle internationale, c'est parler de préservation et de protection de milieux fragiles !** » avec, pour seule activité, le tourisme de masse avec toutes les déclinaisons possibles dans les pays du Nord et l'écotourisme dans les pays du Sud puisque ces régions-là sont peuplées de gens qui présentent un certain exotisme !

Petite anecdote : j'ai invité personnellement à participer à ce forum mondial de Chambéry, le secrétaire général des regroupements des pays andins, c'est-à-dire de la CAN, qui est l'équivalent de notre Union Européenne, pour les cinq pays que sont : la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Colombie et le Venezuela (qui correspondent à l'épine dorsale de la cordillère andine). Quand nous nous sommes rencontrés pour lui dire ce qu'il pouvait nous apporter, il m'a dit : « la montagne, en tant qu'entité, on ne peut pas en dire grand chose, cela n'est pas un sujet qui nous concerne ; mais c'est vrai qu'il y a quelques associations d'alpinistes qui pourraient participer à cet événement et la personne vers laquelle je vais vous diriger est chargée de la protection des aires protégées et de la biodiversité ». Voilà sa réponse. Alors qu'il était invité pour participer au même titre que les personnalités de la Communauté Européenne ! C'est pour vous dire à quel point la dimension de territoire de la montagne n'est pas un concept qui se transfère de façon simple, même quand on représente un des pays les plus imprégnés du point de vue de la culture, de la civilisation, des formes de développement !

Bref, voilà où se situe l'enjeu pour ces populations de montagnes et pour mieux cerner l'initiative de l'ANEM et la création de l'APMM. Nous avons évidemment retenu les « S » des populations et des montagnes du monde parce qu'il est clair que la diversité des hommes est une des choses les plus importantes à retenir sur les questions de montagnes.

La dimension identitaire de la relation de l'homme à son territoire est primordiale et la planète est en train de le vivre douloureusement suite aux événements de septembre. Les intérêts géopolitiques se portent aujourd'hui sur ces régions montagnardes d'Asie. Ce matin, en passant devant le kiosque à journaux j'ai vu le titre du « Nouvel Observateur » : « Afghanistan, Pakistan, Asie centrale la poudrière du monde ». Il est clair que le système mondial ne sait pas dialoguer avec ces populations. Le Népal, par exemple, est un pays qui est en voie d'exploser avec un mouvement comparable à celui qui a sévi au Pérou. Pareillement, peu de nouvelles proviennent des Andes où les mouvements sociaux sont permanents et en particulier pour les populations des territoires de montagnes. **Toutes ces zones sont des zones de fracture géopolitique !**

Les principaux investissements de la coopération européenne se trouvent sur les Andes et en Amérique Centrale, zones de montagnes par excellence, et l'enjeu est bien de rompre la dichotomie qui est instaurée par le système mondial entre les zones très productives, compétitives à l'échelle mondiale et le reste du territoire qui concerne toutes ces populations, qui sont réglementées par des procédures verticales de lutte contre la pauvreté.

Les enjeux sur lesquels s'est engagée l'ANEM, et maintenant l'Association des Populations des Montagnes du Monde, sont extrêmement importants. C'est un travail qui demande du temps et l'aventure ne fait que commencer.

En septembre 2002, une réunion des populations de montagnes fera suite à celle de Chambéry. Nous avons engagé des processus nationaux qui doivent converger vers des réunions régionales au sens des régions des grands massifs du monde : les Andes, l'Himalaya, l'Afrique, la Méditerranée, l'Europe et l'Asie du sud.

On espère qu'elle sera porteuse de propositions qui seront discutées au cours des grandes instances internationales dans lesquelles il faut être présent pour faire peser la voix des populations et infléchir les pensées et les actions.

Rio +10 va se traduire par une réunion de même nature que la précédente, à Johannesburg, en septembre 2002, et l'année internationale de la montagne va se conclure par la réunion de la FAO qui est l'instance chargée de la célébration de la montagne pour l'année 2002 dans laquelle nous serons présents.

D'une manière générale, la France et ses représentants de la montagne ont un véritable intérêt à se lier avec des partenaires des pays voisins, en particulier l'association italienne équivalente à l'ANEM et l'association des montagnes européennes, car il faut pouvoir mettre en place des formes de coopérations spécifiques entre territoires de montagnes et du monde.

Ces échanges sont d'une grande richesse et nous avons un vrai défi à relever pour parvenir à faire reconnaître ces populations et leur rôle primordial de gestionnaire des montagnes. Ces populations de montagnes ont des cultures très spécifiques et une relation au territoire que l'on n'imagine plus en France et en occident même. Elles sont minoritaires et appartiennent à des cultures complètement étrangères aux nôtres, elles sont également très marginalisées dans leur pays, voire méprisées, traitées de sauvages ou sinon colonisées et dominées comme au Tibet.

Cette association des populations des montagnes du monde aura pour mission de mettre en place une véritable concertation, pour entrer en relation avec l'autre, un autre différent dans son approche au territoire. Une approche pas seulement spatiale ou économique comme nous le concevons, mais surtout en relation avec la nature.

C'est dans ce sens que les projets de développement durable doivent être au service des montagnards.

La nature va être un thème qui va être traité très prochainement dans ces problématiques et je voudrais dire : « populations des Andes, populations de l'Himalaya, populations de l'Afrique, on ne gère pas la nature on est dans la nature ».

Le rapport « Brundtland » le rappelait, mais tout cela n'a été que partiellement pris en compte : « les peuples qui vivent en tribu et les populations autochtones devront être l'objet d'une attention particulière à mesure que les forces du développement économique viendront perturber les modes de vie traditionnelles,

etc. qu'ils pourraient donner d'utiles leçons aux sociétés modernes en ce qui concerne la gestion des ressources présentes dans les écosystèmes complexes des forêts, des montagnes et des terres arides ».

« Utiles leçons aux sociétés modernes » peut paraître effectivement utopique ou être la lubie de certains courants, mais je crois qu'il y a un vrai point de contact et de dialogue parce que nous avons développé une culture occidentale avec une maîtrise complète de la nature et nous avons pensé pouvoir le faire avec la technique. Nous nous rendons compte que nous devons repenser nous-mêmes notre rapport à la nature puisque nous en vivons les conséquences du point de vue de ce que l'on appelle solennellement la « techno science » avec toutes les conséquences que l'on vit aujourd'hui, et surtout depuis quelques jours. Le débat de fond, qu'il serait intéressant d'ouvrir, doit s'orienter sur des considérations qui dépassent la simple gestion et **qui remettent effectivement l'homme au cœur, par la dimension philosophique, de la relation à notre milieu et à notre monde.**